



l'étincelle

Derrière le coup de com' de De Meo à Renault Flins Les remplaçantes de la Zoe seront délocalisées

facebook.com/npaetincelle pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 1^{er} décembre 2020

Silence, on cogne

Face au projet de loi dite de Sécurité globale, ce ne sont pas moins de 70 manifestations qui ont eu lieu le week-end dernier, rassemblant cent trente mille personnes dans les rues selon la police, probablement bien plus. Un raz-de-marée à Paris, et partout des foules compactes. Des pancartes faites maison : « Pas vu pas pris », « floutage de gueule », « on vous voit » ou « la police écrit la loi », « En Marche vers l'Etat policier »...

On en a déjà trop vu

Trop, c'était trop. D'abord ce projet de loi osant proposer dans son article 24 que les journalistes ou toute autre personne ne puissent plus filmer et montrer les violences policières. Sous prétexte que ce serait malveillant. Et voilà qu'arrivent les images de policiers tabassant de jeunes migrants réfugiés et sans papiers et leur volant leurs tentes place de la République à Paris.

Quelques jours plus tard, celles provenant de la vidéosurveillance du studio d'enregistrement de Michel Zecler, producteur de musique – noir – qui se fait longuement passer à tabac. Quinze minutes de coups et d'insultes racistes. Puis on voit le studio pris d'assaut à coups de grenade lacrymogène, grâce à des voisins éberlués par ce déchaînement de violence qui ont filmé la scène. Face aux mensonges éhontés des policiers sur le déroulement des événements, heureusement qu'il y avait des images.

Des cowboys jusqu'aux ministères

Tout ce que Macron a su bredouiller, pour répondre à l'indignation générale, c'est que ces images « nous font honte ». C'est pour ça que son gouvernement veut les interdire ? Car ce sont les images qui cristallisent la révolte, comme aux États-Unis avec la vidéo insoutenable de la mort de George Floyd.

Quant au ministre de l'Intérieur, Darmanin, il parle de révoquer les policiers mis en cause, ils seraient déférés devant la justice. Mais c'est pourtant lui qui est à la tête de la chaîne de commandement et continue à défendre son projet de loi qui leur assure l'impunité. Fin juillet, il osait affirmer : « Quand j'entends le mot violences policières, je m'étouffe » ! C'est pourtant Cédric Chouviat qui est mort étouffé par les flics en janvier dernier, lors d'un contrôle routier. Sa faute ? Avoir justement voulu filmer son contrôle.

Car ces violences policières n'ont aucun caractère d'exception ou de bavures. Elles sont habituelles. On les connaît dans les quartiers populaires, comme le rappelle l'affaire Théo qui va être jugée prochainement. On les a vécues lors des luttes de ces dernières années contre la loi Travail sous Hollande et Valls, contre les prétendues réformes ferroviaires en 2018, contre les Gilets jaunes au cours de l'année 2018, il y a moins d'un an encore contre la réforme des retraites, à l'hiver dernier.

Recul des libertés et insécurité sociale globale

De nombreux journalistes étaient dans la rue ce samedi 28 novembre, mais aussi des jeunes et des primo-manifestants de tous les âges qui commencent à avoir peur de la police et s'inquiètent, à juste titre, du recul des droits démocratiques.

Cela fait des années que les mobilisations s'enchaînent et que le gouvernement y répond par une répression accrue, dont les moyens se perfectionnent : LBD, grenades lacrymogènes, violences policières auxquelles s'ajoutent lois, décrets ou règlements destinés à dissuader d'aller manifester. Autant d'atteintes à une liberté d'expression déjà bien entamée.

Face à la crise sanitaire actuelle, sa gestion catastrophique, le manque de moyens dans les hôpitaux, les salaires amputés, les précaires licenciés, la situation sociale va continuer à se tendre. Des suppressions d'emplois massives sont annoncées tous les jours, signe d'une terrible montée du chômage et de la misère. Mais à force de serrer la vis pour éviter l'explosion sociale, la bourgeoisie pourrait la provoquer.

On ira jusqu'au retrait, scandaient ce week-end les manifestants. Retrait de l'article 24, de la loi Sécurité Globale, retrait du ministre de l'Intérieur... Et pourquoi pas, retrait de toute cette politique qui consiste à faire payer la crise aux plus pauvres.

La factory sonne toujours deux fois

Luca De Meo et Jean-Dominique Senard ont annoncé la semaine dernière la reconversion de Renault Flins en « refactory ». Le nouveau DG de Renault et le président de l'Alliance ont promis que le site, consacré à la réparation, au recyclage et à la formation, emploierait 3000 salariés en 2030 (dont combien de sous-traitants ?). En 2009, Ghosn et Estrosi, alors ministre de l'Industrie, étaient aussi venus à Flins proclamer le lancement d'un grand projet de fabrication de batteries, dont on n'a jamais vu la couleur. De là à dire que la refactory de Senard/De Meo, c'est du recyclage de com'....

Recyclage ingrat

De Meo tente de faire passer la fin de la fabrication à Flins avec des promesses d'emplois écolos. La seule certitude pour Flins, c'est la volonté de Renault d'y arrêter la fabrication de véhicules, et pour Choisy-le-Roi c'est la fermeture. Les effectifs vont passer de 4000 (260 salariés Renault à Choisy, 2600 Renault et 1200 intérimaires à Flins) à 1700 dans un premier temps. Cette refactory va au mieux « recycler » un salarié sur deux. Ça commence mal.

Toujours De Meo pour rire

Lors du dernier #ChatwithLuca filmé en direct de Renault Flins mercredi 25 novembre, Luca De Meo a répondu aux questions de quelques salariés de Flins triés sur le volet. Le DG de Renault a dit tout le bien qu'il pensait de la Zoé : « *c'est la voiture que j'utilise* » (entre deux jets ?). Une information qui a dû réjouir les salariés de Flins qui verront la Zoé bientôt disparaître de l'usine et ses remplaçantes fabriquées dans des pays low-costs. De Meo et Senard avaient revêtu pour l'occasion des vestes de travail. « *On s'est même déguisé comme les gens qui travaillent vraiment* » a plaisanté De Meo. Directeur Général, c'est vraiment poilant comme métier.

Un château fort de café

Le Technocentre sera « *une forteresse de la technologie de Renault dans l'avenir* » selon J-D Senard. Présenter un plan d'économie de deux milliards d'euros, la suppression de 2500 postes dans l'ingénierie et les fonctions tertiaires, l'externalisation et la délocalisation de nombreuses activités comme la construction d'une forteresse, c'est ça qui est fort !

La nuit tous les salariés sont gris

Des salariés jugés pas indispensables et classés dans les cases grises des tableaux 9 cases (compétences en décroissance, effectifs trop élevés) ont eu la surprise de découvrir qu'ils étaient exclus du chômage partiel. La direction se serait-elle rendu compte qu'ils sont indispensables pour que les projets avancent ?

Pas de quoi chômer

Pour les salariés mis au chômage partiel le vendredi, la charge de travail n'a pas été réduite de 20%. La direction espère qu'ils fassent en 4 jours le travail qu'ils font normalement en 5 ?

Des coûts qui se perdent

La Renaultion est en marche dans les fonctions tertiaires : la direction délocalise une partie des activités Coûts des Ventes et Contrôle de Gestion du Technocentre vers des Centres de Services Partagés en Roumanie et en Inde. Et ce n'est qu'une première charrette. Les salariés Renault de ces secteurs ont le choix entre une mobilité interne (à condition qu'il y ait de la place ailleurs pour tous) ou un départ en Rupture Conventionnelle. Tous volontaires, bien sûr.

Bus et coutumes

Même durant le confinement, de nombreux salariés continuent à venir au Technocentre à l'aide des bus de Versailles. Sauf que ces derniers ont été passés en « horaires d'été » avec une fréquence de passage de mois d'aout. Conséquence : des salariés se sont retrouvés coincés à la gare routière du TCR en fin de journée sans bus pour rentrer chez eux. Visiblement, la direction a aussi mis ses services de communication en horaires d'été.

Une résistance au chauffage

La température baisse, mais pas qu'à l'extérieur. Pour faire plus d'économies, la direction fait couper le chauffage à partir du vendredi 15h. Du coup, les locaux mettent du temps à se réchauffer le lundi (ce qui dépense autant d'énergie que si le chauffage n'était pas coupé). Surtout que la consigne a été fixée à 19°C dans les bureaux et 18° dans les ateliers. Pas plus. Ça ne sera pas à cause du Covid qu'il y aura des malades, mais du virus de la pingerie.

Quand Renault carbure au CAFÉ

Selon le dispositif CAFÉ (Corporate Average Fuel Economy), qui entre en vigueur en janvier 2021, chaque constructeur automobile s'est vu fixé un seuil moyen d'émission de CO₂ par véhicule neuf vendu. Au-dessus, c'est l'amende. En-dessous (comme a priori pour Renault), cela permet de vendre des droits à polluer à d'autres constructeurs qui sont au-dessus. Décidément, l'argent n'a pas d'odeur.

Hybride abattu

L'ONG « Transport et Environnement » vient de montrer que certains SUV hybrides rechargeables rejettent de 28 à 89 % plus de CO₂ dans les conditions optimales que les émissions affichées par les constructeurs, et jusqu'à 12 fois plus dans de mauvaises conditions de conduite. Après le Dieselpate, bienvenue dans l'Hybridegate.